

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

~~ARRETE MODIFICATIF~~

portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 20046268
JC

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le code du travail et notamment le livre II ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porc soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1981 modifié autorisant l'installation classée « LE DEUFF Jean Yves » demeurant au Bourg à SAINT-SERVAIS à exploiter un poulailler de 33 300 animaux équivalents au lieu-dit « Goasallan » ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 mars 1989 modifié autorisant l'installation classée « LE DEUFF Jean Yves » demeurant au Bourg à SAINT-SERVAIS à exploiter un poulailler de 40 000 poulets de plus d'un jour (poulets de chair) au lieu-dit « Kernon » ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 6 octobre 2010 par l'installation classée « LE DEUFF Jean Yves », lieu-dit « Goas Land » à SAINT-SERVAIS, relative à la régularisation d'une restructuration interne avec changement de production et augmentation des effectifs répartis sur deux sites « Goas Land » avec 39 000 poulets export et 23 800 canards de barbarie sur le site de « Goas Land » et 23 800 canards de barbarie sur le site de « Kernon », la mise à jour du plan d'épandage ;

- VU le rapport et les conclusions favorables avec réserves du commissaire-enquêteur du 9 mai 2011 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 juin 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de lever les réserves du commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT que l'exploitant utilise des phytases dans l'alimentation des canards et qu'il dispose du matériel nécessaire à un épandage sur céréales ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

Article 1 –

1.1. - Monsieur LE DEUFF Jean-Yves, ci-après dénommé l'éleveur, domicilié à SAINT-SERVAIS au lieu dit "Goas land" est autorisé à exploiter à :

- SAINT-SERVAIS au lieu-dit "Goas Land", à moins de 100 m de tiers, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 80 750 animaux équivalents volailles de chair en présence simultanée répartis en 23 800 canards de chair (mixtes) et 39 000 poulets de chair (type léger 0,85 AE), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 11 490 unités par an.

- SAINT-SERVAIS au lieu-dit "Kernon", à moins de 35 m d'un forage, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 47 600 animaux équivalents volailles de chair en présence simultanée répartis en 23 800 canards de chair (mixtes), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 5 483 unités par an.

1.2. - Pour l'exploitation de ces installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

Article 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser:

Site de "Goas Land": 3 000 m² (Canards sur lisier: 1 700 m² + poulets sur litière: 1 300 m²).

Site de "Kernon": 1 700 m² (canards sur lisier).

2.1.2. - Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification des installations, de leur mode d'exploitation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant leur réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

- Les tas de fumier de poulets stockés dans les fumières prévues à cet effet dans l'attente de reprise par un prestataire de service seront impérativement bâchés afin d'atténuer les odeurs et d'éviter les écoulements dans le milieu naturel.

- Des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place autour de l'installation.

- Pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euro-classe feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles (groupe électrogène), s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

Article 3 - Conditions d'épandage.

3.1. - Préalablement à leur épandage, les lisiers de canards devront avoir subi un traitement désodorisant.

3.2. - Les justificatifs d'achat de produits désodorisants devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3. - Tous les épandages de lisier seront réalisés avec un équipement de type "pendillards".

Article 4 - Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques

disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 5 - Prescriptions particulières relatives aux forages existants :

Les forages existants sur chaque site doivent répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

- 5.1. - L'exploitant est autorisé à utiliser ces ouvrages sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :
- 5.2. - Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- 5.3. - La protection en tête des forages doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- 5.4. - Les eaux de ruissellement doivent être détournées des têtes de forage ;
- 5.5. - Les forages ne doivent pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers les ouvrages (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- 5.6. - L'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- 5.7. - L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.
- 5.8. - A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, les ouvrages seront abandonnés. Ils seront comblés par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

Article 6 - Prescriptions particulières concernant le stockage et la reprise des déjections.

- 6.1. - Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la reprise vers une unité de fabrication d'engrais, installation classée sous la rubrique 2780, pour 250 tonnes de fumier par an soit 6006 unités d'azote.
- 6.2. - Les ensembles routiers assurant le transport des fumiers seront bâchés afin d'éviter tout envol de matière.
- 6.3. - Tracabilité.
 - 6.3.1. - Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :
 - les dates de départs,
 - les références de lot,
 - les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
 - le nom du transporteur,
 - les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).
 - 6.3.2. - A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.
 - 6.3.3. - L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

6.3.4. – L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

Article 7 - Le présent arrêté abroge et remplace :

- L'arrêté préfectoral du 08/12/1981 modifié (site de "Goas Land) ;
- L'arrêté préfectoral du 03/03/1989 modifié (site de "Kernon) ;

Article 8 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 9 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée aux archives de la mairie de SAINT-SERVAIS pour y être consultée,
- affichée à la mairie de SAINT-SERVAIS pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Article 10 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX) :

dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants,

dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physique ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

Article 11 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire de SAINT-SERVAIS et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le **12 JUIL. 2012**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Gérard DEROUIN

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a large loop on the right side, crossing the horizontal line.